

Questions orales

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je me réjouis qu'en l'occurrence le gouvernement puisse compter sur l'appui de l'opposition officielle, comme en font foi les déclarations des députés de Broadview—Greenwood et de LaSalle—Énard.

Je dirai qu'aucune échéance n'a été fixée, mais que nous aimerions, si possible, en avoir terminé avec ces entretiens préliminaires d'ici janvier ou février. Aucune date limite n'a été fixée et, évidemment, il ne s'agit là que d'entretiens préliminaires visant à déterminer si nous accepterions à la fois l'ordre du jour des négociations, si jamais elles avaient lieu, ainsi que leurs modalités.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke—Nord): Étant donné les salaires et les conditions de travail qui existent au Mexique, sans parler de la destruction de l'environnement, le ministre pourrait-il dire quelles industries à fort coefficient de main-d'oeuvre dans notre pays pâtiront le plus de la concurrence mexicaine? Le gouvernement a-t-il fait procéder déjà à une étude sectorielle pour déterminer quelle aide à l'ajustement sera nécessaire pour aider nos travailleurs et nos entreprises?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Comme je dois comparaître cet après-midi devant notre Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur, monsieur le Président, j'invite tous les députés et tous les spectateurs qui le souhaitent à assister à cette réunion.

Nous ne nous préoccupons pas seulement des salaires, car les salaires ne constituent qu'un seul des éléments qui contribuent à la position concurrentielle.

• (1450)

Nos véritables concurrents, ce sont les pays hautement industrialisés comme les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon, qui versent des salaires élevés, qui consacrent des crédits considérables à la recherche et au développement, et qui disposent d'une technologie avancée, et non pas les pays qui versent des salaires médiocres.

Si nous nous refusons à suivre les conseils du NPD qui voudrait que nous cessions toute relation commerciale avec les pays en voie de développement, c'est que nous ne voulons pas empêcher ces pays de progresser.

Des voix: Bravo!

L'AGRICULTURE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Je demanderai au ministre associé de répondre à sa place.

Le ministre le sait, les cours mondiaux du blé sont les plus bas depuis 60 ans, si bas en fait que la Commission canadienne du blé ne réussit guère à conclure de ventes sur le marché international.

Comment les agriculteurs peuvent-ils payer leurs factures cette année alors que la Commission n'est pas capable de faire beaucoup de ventes sur le marché international? Les cours sont au plus bas depuis 1930. Que va faire le gouvernement pour venir en aide aux producteurs?

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je ferai tout d'abord remarquer que nous avons mis 500 millions de dollars sur la table le printemps dernier en guise de réponse du gouvernement fédéral aux besoins des agriculteurs canadiens.

Nous avons demandé aux provinces de partager le fardeau avec nous, car il nous paraît important que l'agriculture soit une responsabilité partagée au Canada.

Nous avons également déployé des efforts sur le plan international depuis que le premier ministre a déclaré à Tokyo que nous devons inscrire l'agriculture à l'ordre du jour des négociations commerciales internationales. Depuis, nous avons demandé à tous les pays de se fixer comme première priorité de réduire leurs subventions en agriculture.

Voilà pourquoi, pendant les quelques semaines qui restent avant décembre, nous allons aider les agriculteurs de l'Ouest en tâchant de faire comprendre à tous les pays du monde que ces subventions contribuent tout simplement à détruire l'agriculture.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, les producteurs céréaliers font face cet automne à la pire crise de liquidités de leur histoire parce qu'ils n'ont pratiquement pas de marchés où écouler leurs produits et n'obtiennent que des prix très faibles.

Comment un agriculteur peut-il même payer ses coûts de production directs d'environ 65 \$ l'acre alors qu'il ne peut toucher que 11 \$ l'acre? Cela représente une perte d'environ 54 \$ l'acre. Que va faire le gouvernement?